

MUNICIPALITÉ DE SAINT-RÉMI-DE-TINGWICK  
1461, rue Principale  
Saint-Rémi-de-Tingwick (Québec) J0A 1K0

(819) 359-2731 téléphone  
(819) 359-3532 télécopieur  
[info@st-remi-de-tingwick.qc.ca](mailto:info@st-remi-de-tingwick.qc.ca)  
[www.st-remi-de-tingwick.qc.ca](http://www.st-remi-de-tingwick.qc.ca)



## **RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-229**

**Amendant le règlement de zonage n° 2008-101 de la Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick**

PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC D'ARTHABASKA  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-RÉMI-DE-TINGWICK

RÈGLEMENT N° 2024-229

Amendant le règlement de zonage n° 2008-101 de la Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick

- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick a adopté le règlement de zonage n° 2008-101 ;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick a le pouvoir, en vertu de la loi, de modifier son règlement de zonage ;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a reçu une demande visant l'ajout de l'usage « Industrie extractive (I2) » dans la zone A7 ;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité souhaite permettre cette activité sur son territoire;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité désire assurer un développement adéquat de son territoire et souhaite prévoir une cohabitation harmonieuse entre les différentes activités;
- CONSIDÉRANT QU'IL** est pertinent de créer une nouvelle zone A12 à même une partie de la zone A7 afin d'y permettre l'usage « Industrie extractive (I2) »;
- CONSIDÉRANT QU'IL** est opportun d'ajouter une distance minimale entre un site d'extraction et une habitation autre que celle du propriétaire;
- CONSIDÉRANT QUE** la procédure d'adoption a été régulièrement suivie ;

**À CES CAUSES, QU'IL** soit ordonné et statué et il est ordonné et statué comme suit :

**Article 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**Article 2**

Le plan de zonage faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2008-101 est modifié par :

- la création de la zone A12 à même une partie de la zone A7;
- l'ajout du lot 5 499 148 du cadastre du Québec à la nouvelle zone A12.

Le tout tel qu'illustré en annexe A du présent règlement.

**Article 3**

L'annexe B intitulée « Grilles des usages et des normes » faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2008-101 est modifiée par l'ajout de la zone A12.

Les usages et normes applicables pour la nouvelle zone sont illustrés en annexe B du présent règlement.

**Article 4**

L'article 5.25.1 intitulé « Agrandissement ou nouveau site d'extraction » est modifié au premier alinéa par l'ajout du paragraphe k). Le paragraphe k) se lit comme suit :

« k) tout site d'extraction doit être situé à une distance minimale de 150 m de toute habitation autre que celle du propriétaire.  
»

**Article 5**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

\_\_\_\_\_  
Pierre Auger  
Maire

\_\_\_\_\_  
Julie Paris  
Directrice générale greffière trésorière

*Avis de motion :*  
*Projet de règlement :*  
*Assemblée de consultation publique :*  
*Adoption du 2<sup>e</sup> projet de règlement :*  
*Processus d'approbation référendaire :*  
*Adoption du règlement :*  
*Approbation par la MRC :*  
*Entrée en vigueur :*

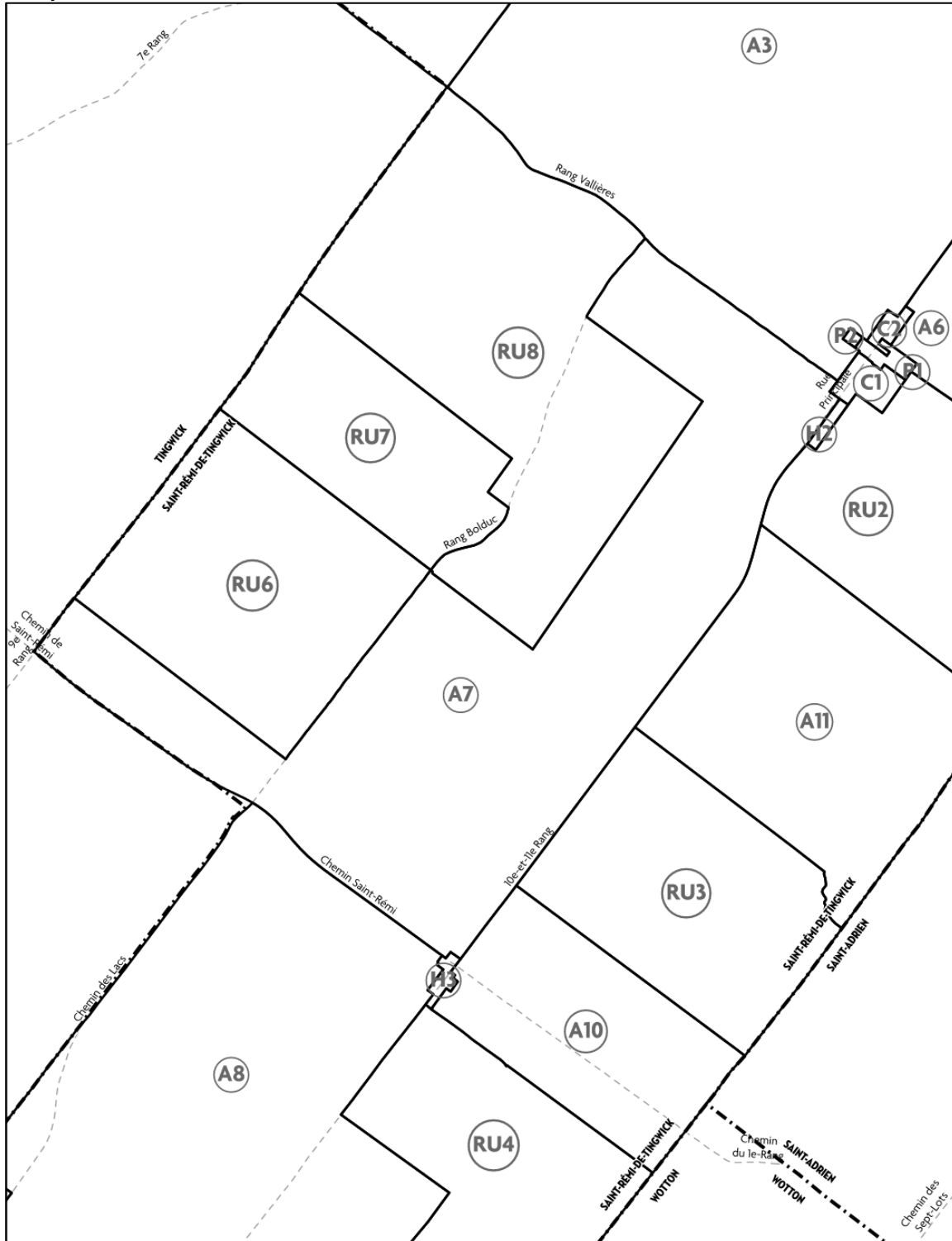
**Annexe A au Règlement n° 2024-228**

**Modification au plan de zonage, création de la zone A12 à même une partie de la zone A7 et ajout du lot 5 499 148 du cadastre du Québec à la nouvelle zone A12**

PROJET 2

# *Projet de règlement* (Zonage)

Plan de zonage **ACTUEL**, Création de la zone A12 à même une partie de la zone A7 et ajout lot 5 499 148 du cadastre du Québec à la zone A12



*Projet de règlement*  
**(Zonage)**


Plan de zonage **PROPOSÉ**, Création de la zone A12 à même une partie de la zone A7  
et ajout lot 5 499 148 du cadastre du Québec à la zone A12



**Annexe B au Règlement n° 2024-228**  
**Modification à la grille des usages et des normes, ajout**  
**de la nouvelle zone A-12**

PROJET 2

Projet de règlement  
(Zonage)

	<b>Grille des usages et normes</b> Cette grille fait partie intégrante du règlement de zonage Annexe B					<b>Zone A12</b>				
	Maire : Jacques Fréchette									
	Directrice générale : Éva Fréchette									
	Authentifié ce jour :									
USAGES PERMIS (usages et sous-groupes usages)	Référence zonage	1	2	3	4	5	6	7	8	
<b>Habitation</b>										
HABITATION UNIFAMILIALE (h1)	4.1.1		X							
HABITATION BIFAMILIALE (h2)	4.1.2									
HABITATION MULTIFAMILIALE (h3)	4.1.3									
MAISON MOBILE (h4)	4.1.4									
HABITATION UNIFAMILIALE CHALET (h5)	4.1.5									
Usages spécifiquement permis			(1)							
Usages spécifiquement non-permis										
<b>Commerces et services</b>										
DÉTAIL, SERVICE DE VOISINAGE (c1)	4.2.1.1									
DÉTAIL ET SERVICE LÉGER (c2)	4.2.2.1									
DÉTAIL ET SERVICE LOURD (c3)	4.2.3.1									
SERVICE PÉTROLIER (c4)	4.2.4.1									
COMMERCE MIXTE (c5)	4.2.5.1									
Usages spécifiquement permis										
Usages spécifiquement non-permis										
<b>Industrie</b>										
INDUSTRIE LÉGÈRE (I1)	4.3.1				X					
INDUSTRIE EXTRACTIVE (I2)	4.3.2.1			X						
INDUSTRIE LOURDE (I3)	4.3.3									
Usages spécifiquement permis					(4)					
Usages spécifiquement non-permis										
<b>Communautaire</b>										
PARC, RÉCRÉATION EXTENSIVE (p1)	4.4.1.1									
INSTITUTIONNEL,ADMINISTRATIF (p2)	4.4.2.1									
SERVICE PUBLIC (p3)	4.4.3.1									
Usages spécifiquement permis										
Usages spécifiquement non-permis										
<b>Agricole</b>										
AGRICOLE (a1)	4.5.1.1	X								
Usages spécifiquement permis										
Usages spécifiquement non-permis										

Projet de règlement  
(Zonage)

Zone A12									
Autres spécifications	référence zonage	1	2	3	4	5	6	7	8
Structure des bâtiments									
Isolée		X	X	X	X				
Jumelée									
En rangée									
Édification des bâtiments									
Nombre d'étages min/max		1/2	1/2	1/2	1/1				
Hauteur minimum (mètres)		3,5	3,5	3,5	3,5				
Hauteur maximum (mètres)			10	10	10				
Largeur minimum (mètres)			7,3 (2)	7,5					
Superficie de plancher minimum des bâtiments (m²)			75 (2)	75					
Superficie de plancher maximum									
Profondeur (m)									
Implantation des bâtiments									
Marge de recul avant (mètres)		15 (3)	15	15	15				
Marge de recul arrière (mètres)		15	15	15	15				
Marge de recul latérale d'un côté (m)		5	5	5	5				
Marges de recul latérales totales (m)		10	10	10	10				
Rapports									
Nombre de logement par bâtiment min/max			1/1						
Coefficient d'occupation du sol maximum (%)			30						
Normes d'entreposage									
Entreposage	5.23 a)	5		6	6				
Dimension des terrains									
Largeur minimum (m)		50	50	50	50				
Profondeur minimum (m)									
Superficie minimum (m²)		3000	3000	3000	3000				
Normes spéciales									
Autres normes spéciales		9.2	9.2	9.2	9.2				
		9.5							
		9.8							
		9.10							
Notes									
<p>(1) Une habitation unifamiliale isolée ou une maison mobile bénéficiant d'un droit acquis ou d'un autre droit en vertu de la <i>Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles</i> sont autorisées.</p> <p>Aucun permis de construction résidentielle ne peut être délivré à l'exception de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection de territoire agricole du Québec permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la <i>Loi sur la protection de territoire et des activités agricoles</i>;</li><li>• Pour donner suite à un avis de conformité émis par la Commission permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la <i>Loi sur la protection de territoire et des activités agricoles</i>.</li><li>• Pour donner suite à une autorisation de la Commission ou du TAQ à la suite d'une demande produite à la Commission avant le 4 août 2009.</li><li>• Pour donner suite aux deux seuls types de demande d'implantation d'une résidence toujours recevables à la Commission, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la Commission ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit de l'article 31 de la <i>Loi sur la protection de territoire et des activités agricoles</i>, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits.</li><li>○ Pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis commerciaux, institutionnels et industriels en vertu des articles 101 et 103 de la <i>Loi sur la protection de territoire et des activités agricoles</i>.</li></ul></li></ul> <p>(2) Pour un bâtiment de 1 étage et demi et plus, la largeur minimale du bâtiment est de 6 mètres et la superficie minimale est de 50 mètres carrés.</p> <p>(3) 30 mètres pour les bâtiments tels que : grange, bâtiment d'élevage, silo, etc.</p> <p>(4) Les constructions et les usages reliés aux activités de scierie et autres produits de scieries et d'atelier de rabotage sont autorisés.</p>									